

Jean-Pierre Vettovaglia

Ambassadeur de Suisse à Vienne, Bucarest et à Paris, Jean-Pierre Vettovaglia a également été Représentant personnel du Président de la Confédération suisse auprès de la Francophonie de 2000 à 2007. Il a également travaillé comme médiateur (RDC, Mauritanie). Il a dirigé la mise sur pied d'une collection intitulée «*Prévention des crises et promotion de la paix*» chez Bruylant à Bruxelles (3 tomes). Le Prix spécial Turgot lui a été octroyé en 2014 pour l'ensemble de cette œuvre. Il est actuellement administrateur d'une banque suisse de trading. Auteur de nombreux articles sur les conflits dans les principales revues françaises. Éditorialiste. Conférencier.



POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE : UN LOGICIEL SURANNÉ ET DANGEREUX

« *La tyrannie consiste dans le désir
de domination universel et hors de son ordre* »,

Blaise Pascal, Pensées

« *En politique, le vrai et le mensonge portent le même pagne* »,

Ahmadou Kourouma, Les Soleils des Indépendances.

« *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à venir
et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.* »

Antonio Gramsci

La politique étrangère des États-Unis obéit à un « logiciel » suranné et dangereux. L'article étudie de manière critique les principales composantes de cette politique : l'exceptionnalisme américain, le lobby militaro-industriel, l'ignorance du monde extérieur ainsi que d'autres caractéristiques, de même que les moyens mis en œuvre.

U.S. foreign policy obeys an outdated and dangerous "software". The article critically examines the main components of this policy: American exceptionalism, the military-industrial lobby, the ignorance of the outside world and other characteristics and means are also examined.

ANTOINE DE RIVAROL, ÉCRIVAIN de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, écrivait dans son ouvrage « De la philosophie moderne » : « *Les empires les plus civilisés sont toujours aussi près de la barbarie que le fer le plus poli l'est de la rouille ; les nations, comme les métaux, n'ont de brillant que les surfaces* ».

Notre ordre mondial bipolaire d'après 1945, devenu unipolaire en 1991, se transforme en un nouveau désordre mondial multipolaire. La rouille corrode les ambitions d'hégémonie politique des États-Unis et leur politique étrangère ne brille plus par ses succès depuis longtemps. C'est qu'elle repose sur un logiciel aujourd'hui suranné et dangereux.

Les trois éléments de base du logiciel

Dieu et l'exceptionnalisme

Les succès ont conforté l'Amérique dans l'affirmation de sa supériorité : c'est-à-dire dans l'histoire d'un pays inspiré par Dieu, dans la foi de l'exceptionnalisme américain, de sa destinée manifeste (terme forgé au moment de l'annexion du Texas et de l'Oregon (1845) par le journaliste John O'Sullivan).

Depuis la formation des États-Unis, les politiciens américains se sont régulièrement référés à leur pays en termes divins. « Un pays inspiré par Dieu », « choisi par Dieu », « God's New Israël », « la nation choisie par Dieu », « le peuple choisi par Dieu ». Un terme communément utilisé pour caractériser la mission divine des États-Unis aura été « the manifest destiny », véritable religion civile des États-Unis du XIX^e siècle.

« Le plus grand espoir du monde », selon Jefferson. « La plus grande aumône que Dieu ait jamais faite au monde », selon le philosophe Emerson. « Le dernier et le meilleur espoir sur cette terre », pour Lincoln. « La seule nation idéale dans le monde », aux yeux de W. Wilson.

Ronald Reagan s'y est également mis : « *You can call it mysticism if you want to, but I have always believed that there was some divine plan that placed this great continent between two oceans to be sought out by those who were possessed of an abiding love of freedom* » (1974).

George W. Bush n'a étonné personne : « *Like generations before us, we have a calling from beyond the stars to stand for freedom* » (2004).

Aujourd'hui, Dieu est souvent remplacé par le terme d'exceptionnalisme, consacrant les États-Unis comme la nation indispensable. Cela donne la phrase suivante dans la bouche de Madeleine Albright, Secrétaire d'État : « *We are the indispensable nation. We stand tall and we see further than other countries into the future* ».

L'idée d'une Amérique impériale mais bénigne a la vie dure. Hillary Clinton déclarait encore pendant sa campagne électorale de 2016 : « *America is already great. But we are great because we are good* ».

Lors d'un discours quelques mois avant sa mort en 2018, le Sénateur de l'Arizona John McCain répète que l'Amérique est « indispensable à la paix, à la stabilité internationale et au progrès de l'humanité » en ajoutant que les États-Unis sont « une terre faite d'idéaux et qu'ils doivent être leur champion à l'étranger. C'est le devoir de l'Amérique de rester le dernier espoir sur la terre ».

Il s'agit d'un mythe américain fondamental. L'idée que les États-Unis ne ressemblent à aucun autre pays dans l'histoire du monde est étonnamment résistante. Cette idée que l'identité américaine puisse être exceptionnelle est née, comme le montre Ian Tyrrell, de la conviction que la jeune république naissante n'était pas simplement un État postcolonial mais une expérience véritablement nouvelle dans un monde impérialiste dominé par la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui les preuves matérielles et morales de cet exceptionnalisme, pour autant qu'il n'y en ait jamais eu, s'estompent.

David Ray Griffin a publié en 2018 « The American Trajectory, Divine or Demonic? ». En fait la trajectoire des États-Unis a passé de l'un à l'autre.

John Winthrop (1588-1649), fondateur de la colonie de la Baie du Massachusetts, puritain anglais, fut l'un des tout premiers théoriciens de la « destinée manifeste ». Paraphrasant l'Évangile selon Matthieu, il prédit que l'Amérique serait bientôt « une cité perchée sur la colline (« *the city upon the hill* ») vers laquelle se tourneraient les regards des peuples du monde entier ». Un îlot de pureté appelé à éclairer le monde...

Mais il y a une suite dans laquelle il ajoute : « la colère divine ne manquera pas de s'abattre s'ils en venaient à décevoir les attentes placées en eux par le Tout-Puissant ». L'historien Ran Halévi vient justement de sortir un livre intitulé *Le Chaos de la Démocratie américaine...*

Mais leur exceptionnalisme interdit aux États-Unis de devenir un pays « normal ». Ils n'ont pas le choix : pour rester eux-mêmes, ils doivent rester les plus forts. Le deuil géopolitique n'est pas à l'ordre du jour. Il n'y aura pas de « graceful decline ».

C'est le premier défaut du logiciel.

Le lobby militaro-industriel ou Pentagod

Dès 1917, le président Thomas Woodrow Wilson estime que le seul moyen de se protéger est d'instaurer un ordre mondial conforme aux valeurs des États-Unis

et propice à leurs intérêts. Le Président Franklin D. Roosevelt et son successeur Harry Truman reprennent l'approche de Wilson et utilisent l'écrasante puissance dont leur pays dispose au sortir de la deuxième guerre mondiale pour ancrer son hégémonie militaire, politique, économique et financière.

Le désir de puissance et le poids du complexe militaro-industriel américain expliquent à eux seuls le début d'une dérive de la nation américaine. C'est le résultat d'une triste évolution pourtant annoncée.

Le Président Eisenhower avait en effet prédit cette évolution funeste lors de son discours de départ le 17 janvier 1961 avant de passer le flambeau à John F. Kennedy.

« *L'Amérique* est aujourd'hui la nation la plus forte, la plus influente et la plus productive au monde. S'il est compréhensible que nous soyons fiers de cette prééminence, nous nous rendons pourtant compte que la première place et le prestige des États-Unis ne dépendent pas simplement de notre progrès matériel inégalé, de notre richesse et de notre force militaire, mais aussi de la façon dont nous employons notre puissance dans l'intérêt de la paix dans le monde et de l'amélioration de la condition humaine...

Cette conjonction d'une immense institution militaire et d'une grande industrie de l'armement est nouvelle dans l'expérience américaine. Son influence totale, économique, politique, spirituelle même, est ressentie dans chaque ville, dans chaque Parlement d'*État*, dans chaque bureau du Gouvernement fédéral. Nous reconnaissons le besoin impératif de ce développement. Mais nous ne devons pas manquer de comprendre ses graves implications. Notre labeur, nos ressources, nos gagne-pains... tous sont impliqués ; ainsi en va-t-il de la structure même de notre société. Dans les assemblées du gouvernement, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques. Nous ne devrions jamais rien prendre pour argent comptant. Seule une communauté de citoyens prompts à la réaction et bien informés pourra imposer un véritable entrelacement de l'énorme machinerie industrielle et militaire de la défense avec nos méthodes et nos buts pacifiques, de telle sorte que sécurité et liberté puissent prospérer ensemble... »

On le sait : le pouvoir porte rarement dans son cœur les intérêts véritables de ses simples concitoyens. Le motif de la défense de la liberté ne tient pas devant les impératifs du profit. La Seconde Guerre mondiale n'était pas terminée que Charles

E. Wilson, futur « Defense Secretary », PDG de General Motors, préconisait une économie de guerre permanente pour les États-Unis car la production de guerre menait à une montée vertigineuse des profits. « La guerre, c'est bon pour les affaires », disait-il. Les exportations d'armes sont de très loin les plus rémunératrices.

D'où le surnom de « Pentagod » donné au Pentagone et à ses 5 tentacules principales que sont Raytheon, Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman et General Electric.

C'est le deuxième défaut du logiciel, probablement inamovible pour longtemps.

Un égoïsme froid et implacable, une ignorance du monde extérieur

Les traditions démocratiques américaines ont toujours été teintées de racisme et d'impérialisme... Tocqueville l'avait remarqué :

« Au milieu de cette société si jalouse de moralité et de philanthropie, on rencontre une insensibilité complète, une sorte d'égoïsme froid et implacable lorsqu'il s'agit des indigènes de l'Amérique... c'est le même instinct impitoyable qui anime ici comme partout ailleurs la race européenne ».

Huntington espérait que la suprématie occidentale devrait en arriver à accepter un monde multipolaire dans lequel les États-Unis s'accommoderaient de l'apparition de pôles de valeurs, d'identité et de puissance qui ne partageraient pas l'universalisme occidental.

C'est que le manque de culture politique et d'intérêt pour la compréhension de sociétés diverses confine les États-Unis à une profonde indifférence, proche du mépris.

Le Président Biden a déclaré publiquement en juillet 2021 que la Russie « *was sitting on top of an economy that has nuclear weapons and oil wells and nothing else* ». Le Sénateur John McCain avait fait plus court en 2014 en parlant de la Russie comme d'une « *gas station masquerading as a country* ». La même année Barack Obama écartait la Russie comme un « simple pouvoir régional ».

Anatol Lieven explique fort bien cette face sombre et méconnue du système idéologique américain qui prédispose à une perception inégalitaire et ethnique du monde, le sentiment d'une supériorité ontologique et des pulsions agressives détournées vers le monde extérieur.

On comprend pourquoi la politique américaine est devenue complètement erratique. Le messianisme enraciné dans le credo américain a été généralement

accompagné d'une méconnaissance totale de l'histoire, de la société, des traditions et de la réalité des pays victimes d'une intervention américaine où qu'elle ait eu lieu.

Les élites américaines n'ont rien appris des excès et des faiblesses des comportements passés. Au cours des quarante dernières années, les États-Unis ont trébuché sur une intervention militaire dramatiquement mal conçue après l'autre (Vietnam, Afghanistan, Irak, Liban, Somalie, Serbie/Kosovo, Libye, Syrie) sans jamais commencer à se demander ce qui n'allait pas. Comme le dit Anatol Lieven : « la conduite de la guerre des États-Unis contre le terrorisme ressemble à une apothéose baroque de la stupidité politique ».

C'est le troisième défaut du logiciel et il sera difficile de le corriger.

Les nouveaux autres éléments du logiciel après la guerre froide

Les idéaux libéraux en lieu et place de la Realpolitik

Immédiatement après la guerre froide, les élites américaines conclurent que la Realpolitik de jadis n'avait plus de pertinence, c'est-à-dire qu'une politique internationale n'avait plus à être basée essentiellement sur les rapports de force et l'intérêt national comme la pratiquent toujours et encore la Russie et la Chine ainsi que la plupart des pays du monde.

La « Fin de l'Histoire » exigeait que de nouveaux idéaux libéraux conduisent la nouvelle politique étrangère des États-Unis : le professeur Stanley Hoffmann de l'Université de Harvard expliquait à Thomas Friedman dans le *New York Times* en 1993 que le réalisme politique était d'une totale absurdité. Les autorités américaines ont cru dur comme fer que la démocratie libérale, l'ouverture des marchés, le droit international et d'autres valeurs libérales (le Credo américain) allaient se répandre comme une traînée de poudre sur toute la planète et aboutir à un ordre libéral globalisé. Le candidat à la présidentielle américaine Bill Clinton déclina le catéchisme du nouveau monde en avançant que les calculs cyniques d'une politique de puissance n'avaient pas leur place dans le monde moderne et que l'ordre mondial libéral émergent allait garantir la paix pendant des décennies. Il ajoutait que les luttes pour le pouvoir et les garanties de sécurité seraient remplacées par la seule recherche de la richesse au sein d'un ordre mondial toujours plus ouvert et harmonieux, garanti évidemment par le pouvoir bienveillant des États-Unis. En un mot comme en cent, il fallait construire partout des démocraties performantes fondées sur l'économie de marché.

Cette politique a eu des conséquences désastreuses. Au lieu de voir que toutes les grandes puissances ont besoin d'évoluer dans un environnement stable et sans menace, le libéralisme prétend que les États sont la résultante de leurs caractéristiques internes. Le monde est ainsi divisé entre les « bons » qui respectent les valeurs libérales et les « mauvais », sources de conflits à cause des impulsions agressives données par des autocrates, des dictateurs et d'autres personnalités illibérales.

La conséquence est évidente tout comme la marche à suivre : il faudra renverser les tyrans pour répandre la démocratie, les marchés et les institutions qui vont garantir le commerce, les investissements et les règles de la loi, soit ce que l'on a appelé le « Consensus de Washington » (John Williamson, 1989).

On comprend pourquoi et comment la politique américaine est devenue complètement erratique.

Ceci est un autre élément qui affaiblit notre logiciel.

La suppression des zones d'influence ou de la notion d'étranger proche

Il y a eu tout d'abord la doctrine de James Monroe selon laquelle l'Amérique ne doit pas se mêler des affaires européennes et les États européens n'ont quant à eux pas à intervenir sur le continent américain. Comme l'on sait, c'est surtout la deuxième partie de l'équation qui a été développée ! Théodore Roosevelt apporta en 1904 un corollaire à la doctrine Monroe justifiant les « interventions préventives » et affirmant le devoir de police internationale des États-Unis notamment dans les Caraïbes et en Amérique du Sud ».

Bush, quant à lui, a mondialisé la doctrine, établissant une continuité qui caractérise les administrations US, qu'elles soient républicaines ou démocrates lorsqu'il s'agit d'étendre la puissance impérialiste américaine.

Dans la « National Security Strategy » de 2002, la souveraineté américaine doit demeurer absolue et sans condition. La souveraineté des autres pays devait en revanche être largement conditionnée par l'Amérique et aucun pays n'était désormais autorisé à avoir sa sphère d'influence, même dans son voisinage, ou son « étranger proche ». La véritable intention consistait en fait à être si puissant qu'aucun autre pays n'aurait d'autre choix que de se rallier aux États-Unis remettant tout vrai pouvoir et liberté d'action entre les mains de l'Amérique. Il s'agit là d'une tentative d'étendre la version dure et interventionniste de la doctrine Monroe/Roosevelt au monde entier.

Ce plan a été annoncé selon les termes du nationalisme américain traditionnel soulignant la nécessité de se défendre et de répandre la liberté dans le monde. Il est par conséquent tout à fait acceptable et même normal pour une majorité d'Américains.

Ne pas voir que d'autres puissances exigent pour elles-mêmes ce que les Américains revendiquent pour eux, nous renvoie au Sermon sur la montagne de l'évangile selon Saint Matthieu : Jésus disait : « Pourquoi vois-tu la paille dans l'œil de ton frère et n'aperçois-tu pas la poutre qui est dans le tien ».

L'on croit rêver en entendant le Secrétaire d'État Anthony Blinken dire : “We don't accept the principle of spheres of influence... the very concept of spheres of influence should have been retired after WWII”. Madame Clinton l'avait elle-même dit, il y a une dizaine d'années : “The US doesn't recognize spheres of influence ».

Reste à savoir comment l'on est passé d'une stratégie de zones d'influence à ce que j'appelle le « *credo* américain » qui ne reconnaît pas ou plus la notion d'étranger proche ou de zones prépondérantes d'intérêt ou d'influence. Cela n'a jamais été discuté au sein de l'OTAN et pourtant ce changement d'optique permet de placer des troupes alliées directement sous le balcon des Russes.

Il semble donc que la translation de la notion de zone d'intérêt à partir des premières années du XXI^e siècle vers leur suppression (sauf pour les États-Unis bien sûr) n'est que le reflet de la transformation des États-Unis de puissance, en superpuissance, puis en seule puissance hégémonique. C'est une évolution progressive et subreptice vers une manifestation de plus en plus agressive d'une volonté de puissance en expansion après le 11 septembre 2001, sous le couvert des idéaux libéraux et des impératifs du marché.

La conséquence en est que les États-Unis ne veulent et ne peuvent plus reconnaître la notion de « lignes rouges » des autres superpuissances parce que la formulation de « lignes rouges » est contraire à leur politique de « containment ».

Le nouveau nationalisme américain depuis le 11 septembre 2001

Depuis le 11 septembre 2001, les Américains ont réagi par un nouveau nationalisme de ressentiment alimenté par les frustrations et la peur. L'on va retrouver autour du Président Bush des néoconservateurs « va-t'en guerre » comme Donald Rumsfeld, Dick Cheney et John Bolton. En même temps, ce nationalisme aux racines ethniques et religieuses est une dévotion à un idéal abstrait, démocratique et

moderne, plus révolutionnaire que conservateur que les États-Unis se sont donnés pour mission de propager.

Cet idéal repose sur une politique internationale basée essentiellement sur les rapports de force et l'intérêt national sans influence idéologique particulière (Otto von Bismarck, Metternich).

L'idée même de guerre préventive contre des menaces potentielles (avérées ou non !) indique un glissement décisif vers l'unilatéralisme.

Le patriotisme des Américains est souvent exacerbé et n'est pas très éloigné du nationalisme. À l'étranger, ce nationalisme se transforme en impérialisme.

Bush a très bien su cacher l'empire au peuple américain. Après le 11 septembre, il a pris soin de donner aux interventions des États-Unis un habillage différent et a justifié ses interventions comme relevant d'une stratégie bienveillante de propagation des valeurs américaines de démocratie et de liberté... et d'autre part comme essentiels à la défense de la nation américaine elle-même et non pas d'un empire. « Ne me marche pas dessus ! ».

Ce nationalisme blessé et vengeur qui fait passer beaucoup de choses aux yeux des Américains comme une question de défense de leur économie, de leur façon de vivre, de leurs libertés (même des traités internationaux jugés comme leur imposant trop de sacrifices) est dangereux. Il n'y a pas plus dangereux que le sentiment de se sentir une victime vertueuse (à l'image d'Israël par exemple).

Le gendarme du monde

L'Amérique avait lutté contre le communisme au nom de la démocratie et de la liberté et elle était crédible dans ce rôle. Avec les guerres en Afghanistan et en Irak, en Libye et en Syrie, les masques sont tombés et l'Amérique n'est plus aussi belle à voir. Elle s'est comportée brutalement et a abusé de sa supériorité et de ses pouvoirs.

Le désir de puissance et le poids du complexe militaro-industriel américain expliquent à eux seuls les options prises en faveur de la trilogie « *War, Hate and Fear* ».

C'est le début d'une dérive de la nation américaine. C'est le résultat d'une triste évolution pourtant prévisible.

Les attentats du 11 septembre 2001, date fatidique que l'on retiendra artificiellement comme le début du désordre mondial sous forme de réactions en chaîne, nous ont mené vers un inconnu menaçant. L'Amérique déclare la guerre au terrorisme et

remplace sa diplomatie par son complexe militaro-industriel et le duo George W. Bush Junior et Dick Cheney font passer l'Amérique d'une trajectoire « divine » à une trajectoire « démoniaque ».

Mais avait-elle jamais été divine ?

Mentionnons un ethnocide fondateur (près de 10 millions d'Indiens occis pendant la conquête de l'Ouest), l'esclavagisme, la ségrégation encore tard dans le xx^e siècle. Et d'innombrables interférences dans les élections à l'étranger, de nombreuses participations à des coups d'État et des assassinats en Iran, au Guatemala, au Congo, à Cuba, au Vietnam du Sud, au Chili, au Nicaragua et ailleurs, des campagnes de bombardements aériens indiscriminés à travers l'Asie, des milliers d'assassinats par drones au Moyen-Orient (Somalie, Yémen, Pakistan), une course en avant incessante aux armements nucléaires, un soutien à des régimes corrompus et autoritaires comme en Iran, en Turquie, en Grèce, en Corée du Sud, au Vietnam du Sud, aux Philippines, au Brésil, en Égypte, au Nicaragua, au Salvador, en Arabie Saoudite, nombre d'entre eux abandonnés le moment venu (les Kurdes en Syrie récemment) lorsque la chose est plus commode, la protection d'activités contraire au droit international grâce aux vetos du Conseil de sécurité (dont le soutien indéfectible à Israël en particulier dans leur lutte contre les Palestiniens et le peuplement illégal de la Cisjordanie), des guerres illégales sous de faux prétextes (pratiquement toutes les interventions de l'OTAN sauf celle au Koweït), le recours à la torture, les emprisonnements illégaux sans l'ombre d'un procès...

Il est plus difficile de voir Dieu dans tout cela que le diable. Dans tous les cas, il y a dans « l'exceptionnalisme américain » bien peu de comportements susceptibles d'être bénis par le Ciel.

L'autorité morale et politique des États-Unis est mise à rude épreuve et ses Alliés ne se retrouvent pas dans les valeurs, la substance et l'éthique de la politique américaine. Les prétentions de l'Amérique à dominer le monde militairement et politiquement a donc atteint les limites de l'acceptable et provoquent de nombreuses manifestations de rejet.

Le ressentiment contre l'Amérique érigé en bouc émissaire de tous les échecs et de toutes les souffrances, alors même qu'elle a perdu la maîtrise de l'histoire, devient palpable. Pourtant, les Américains et en particulier leurs dirigeants s'accrochent à un statu quo mondial en progressive érosion.

Dès lors, le xxi^e siècle se montre assez proche des prédictions de Samuel Huntington qui ne s'est pas trompé sur l'essentiel à savoir la montée de la violence, sa radicalisation, le défi existentiel qui en résulte pour les démocraties.

La détestation de la Russie

Dans La Fontaine, les animaux sont malades de la peste. Aux États-Unis, on souffre d'une hystérie anti-Poutine. Déjà Obama en avait fait une question personnelle et avec Biden, son homologue russe est devenu son cauchemar, un tueur, un criminel. L'ennemi, c'est la Russie. L'expansion de l'OTAN s'est faite contre la Russie.

Les États-Unis ont commis une faute majeure : celle de penser qu'avec l'écroulement de l'URSS, la Russie disparaîtrait de la scène internationale en tant qu'entité stratégique, historique, et économique et resterait tout au plus une entité humiliée, mineure et docile, une nation vaincue dans la guerre froide.

Les Américains ont eu le choix : soit, ils accompagnaient l'évolution enclenchée par Gorbatchev en lui apportant leur soutien économique, politique et financier afin de faciliter la difficile transition. Soit, ils profitaient de l'affaiblissement manifeste de la puissance adverse pour la terrasser définitivement et s'en débarrasser une fois pour toutes. Cette dernière option fut hélas adoptée sans surprise et on laissa l'URSS se dissoudre pour mieux la démembrer et pour intégrer à l'OTAN certaines de ses anciennes composantes.

Bush et son entourage, Brent Scowcroft et Marlin Fitzwater, déclarent en février 1989 que la guerre froide n'est pas terminée et qu'il s'agit plutôt de « mettre les Soviétiques à l'épreuve » et de laisser Moscou « mariner dans son jus ». Gorbatchev espérait que la bonne volonté dont il faisait preuve suffirait pour que le monde occidental accepte l'URSS comme un partenaire de confiance.

« Nous l'avons laissée tomber », dit justement Roland Dumas.

1989/1991 comme 1919 va se révéler comme une paix manquée porteuse de nouvelles tragédies. Les dirigeants occidentaux n'ont pas voulu consolider et organiser la paix. Comme ils n'ont pas compris que leur hégémonie portait la même marque du péché que la Paix de Versailles en 1919 : l'exclusion des vaincus, en commençant par la Russie postsoviétique. Comme le fait remarquer Hubert Védrine : « La vision occidentaliste du monde après la guerre froide n'a tenu aucun compte de ce que ressentait « the rest », c'est-à-dire tous les autres.

De rares voix s'étaient levées en ce sens à Washington, dont celle de George Kennan, légende vivante de la diplomatie américaine. Il disait : « Nous voulions faire triompher la démocratie sur la dictature et nous y avons réussi. Nous devons en tirer les conséquences. Nous ne pouvons continuer à traiter nos ennemis d'hier comme s'ils devaient rester des ennemis pour toujours ! ». Il eut beau répéter qu'en

humiliant les Russes, on allait favoriser la montée des courants nationalistes et militaristes et retarder la marche du pays vers la démocratie... il fut traité de faible et de naïf. Un conseiller du Président Clinton lui dit qu'il se trompait et que les Russes finiraient par accepter tout ce que l'on leur imposait... parce qu'ils n'avaient pas le choix.

Il me paraît essentiel de relire un extrait de *The Nuclear Delusion : Soviet-American Relations in the Atomic Age* (1982) de George Kennan :

Tout ce que vous avez à faire est de remplacer « Union soviétique » par « Russie ».

« Je crois que la vision de l'Union soviétique qui prévaut aujourd'hui dans une grande partie de nos établissements gouvernementaux et journalistiques est si extrême, si subjective, si éloignée de ce que tout examen sobre de la réalité extérieure révélerait, qu'elle est non seulement inefficace mais dangereuse comme guide de l'action politique.

Cette série sans fin de déformations et de simplifications excessives ; cette déshumanisation systématique des dirigeants d'un autre grand pays ; cette exagération routinière des capacités militaires de Moscou et de la prétendue injustice des intentions soviétiques : cette déformation monotone de la nature et des attitudes d'un autre grand peuple et encore un peuple qui souffre depuis longtemps, durement éprouvé par les vicissitudes du siècle dernier ; cette ignorance de sa fierté, de ses espoirs - oui, même de ses illusions (car ils ont leurs illusions, tout comme nous avons les nôtres, et les illusions, elles aussi, méritent le respect) ; cette application irréfléchie de deux poids, deux mesures pour juger le comportement des Soviétiques et le nôtre, cette incapacité, enfin, à reconnaître le caractère commun de nombre de leurs problèmes et des nôtres, alors que nous avançons inexorablement dans l'ère technologique moderne.

Ce sont les signes d'un primitivisme intellectuel et d'une naïveté imparadonnable dans un grand gouvernement. J'utilise le mot naïveté, car il y a la naïveté du cynisme et du soupçon, comme il y a la naïveté de l'innocence ».

Le logiciel est donc notoirement dangereux.

La doctrine du « containment » et de l'encerclement

Au début de la Guerre froide, il s'agit « d'endiguer » l'Union soviétique militairement et politiquement. Il s'agit de la fameuse doctrine du « containment » de George Kennan, alors ministre-conseiller de l'Ambassade américaine à Moscou,

exprimée dans un long télégramme de 5 000 mots en février 1946 qui servira de *vade-mecum* à l'Amérique pendant des décennies.

L'accent est mis sur la pression militaire. Les États-Unis prétendent aussi agressivement au statut d'Empire politique et économique mondial destiné à prendre la relève des empires vaincus : le Japonais dans le Pacifique, le Français et le Britannique en Méditerranée, au Moyen-Orient et en Indochine.

Il faut interdire aux Soviétiques de s'approcher du Moyen-Orient et de son pétrole et donc la Grèce et la Turquie deviennent des chasses-gardées américaines, les bastions stratégiques de l'Occident. L'Union soviétique doit être écartée des mers chaudes (Mer Méditerranée, Mer Rouge, Golfe Persique, Océan Indien).

À partir du début des années 1970, Kissinger explique comment il va s'agir désormais d'appliquer le « containment » en mettant le « vert de l'islam contre le rouge soviétique » ou comment faire appel aux islamistes pour combattre le gauchisme, d'où l'aide accordée aux Afghans dans leur lutte contre l'invasion soviétique (1979).

Cette politique est toujours à l'ordre du jour et constitue aujourd'hui l'essentiel de la stratégie américaine aux portes de la Russie européenne et vis-à-vis de la Chine dans le Pacifique. Il est aujourd'hui difficile d'y voir autre chose qu'une stratégie anachronique et surtout menaçante pour la paix du monde.

Cet aspect du logiciel est également dangereux.

L'application extraterritoriale du droit américain

Le droit américain est devenu la norme pour beaucoup de pays d'Europe, soumettant les entreprises et les personnes aux décisions politiques des États-Unis. Les grandes entreprises ont découvert à leurs dépens l'existence de la guerre économique et de la notion de la guerre du droit à travers l'extraterritorialité du droit américain. L'économie est en train de devenir une arme de guerre par le truchement du droit.

Le sujet de l'extraterritorialité du droit américain a émergé en 1990 à la suite de la volonté américaine de sanctionner toute relation commerciale entre l'Europe et Cuba. Ce sujet a ré émergé depuis les années 2000 à la suite de multiples condamnations d'entreprises européennes par les tribunaux américains dont les montants ont défrayé la chronique.

Donald Trump a résolument engagé une politique de militarisation de l'emploi du dollar et du système de paiements SWIFT à la poursuite de l'intérêt unilatéral

américain. Poutine l'a affirmé le 6 juin 2019 en dénonçant : « la dégénérescence du modèle de mondialisation universaliste et sa transformation en une parodie dans laquelle les règles internationales sont remplacées par les lois administratives et judiciaires d'un seul pays ».

Le système de domination américain est ainsi fondé sur l'exclusivité de certains services de haute technologie, sur le contrôle de l'ensemble des capitaux à travers celui des systèmes de paiement, sur les réseaux mondiaux de prestataires de services immatériels (auditeurs, consultants, avocats, etc.) rapportant toute l'information disponible à Washington et sur la compétence quasi universelle du « Department of Justice » en raison de l'utilisation du dollar pour les trois-quarts des transactions internationales.

Des poursuites ou des sanctions en découlent qui semblent n'avoir d'autre objet que l'intimidation, l'affaiblissement d'un concurrent ou l'élimination d'un adversaire.

La loi mondiale tend à être la loi de la puissance dominant le monde qui tend à s'imposer partout. Les États-Unis s'érigent en organe de régulation des transactions internationales et s'arrogent le rôle de gendarme économique du monde. Ils font pleuvoir des torrents de sanctions.

La loi américaine devient ce qui garantit la concurrence, la productivité, la rentabilité et la croissance. Cet ordonnancement inégalitaire se révèle dégradant et inacceptable.

L'opposition est encore rentrée aujourd'hui contre l'application extraterritoriale du droit américain et contre l'extraterritorialité dont bénéficient de fait certains représentants américains à l'étranger. Mais elle ne fait que s'étendre. Les sanctions sont essentiellement une spécialité américaine. La Russie et la Chine n'ont aucun pays sous sanctions... Encore une fois Poutine avait vu juste en déclarant en février 2007 lors de la conférence de Munich sur les questions de sécurité : « Tout ce qui se produit actuellement est la conséquence des tentatives d'implantation d'une conception du monde unipolaire dans les affaires internationales... On veut nous afficher de nouvelles lignes de démarcation et de nouveaux murs ».

Les constantes de politique intérieure et le contrôle

Clinton en est arrivé, malgré ses promesses, à favoriser l'expansion de l'OTAN pour des motifs de politique intérieure. De nouveaux témoignages le rappellent :

Clinton voulait être réélu et avait besoin des votes en Pennsylvanie, au Michigan et dans l'Illinois. Or ces trois États disposaient de fortes colonies d'immigrés en provenance de l'Est de l'Europe... ils votaient Reagan bien sûr. L'expansion de l'OTAN ou en l'occurrence l'inclusion d'anciens pays de l'Est européen au sein du Partenariat pour la Paix avait de quoi faire bouger les votes. Il en fut ainsi.

Il en de même avec Joe Biden. La crise en Ukraine et les gesticulations de la propagande américaine se justifient par la nécessité pour le Président américain, au plus bas dans les sondages, de démontrer que, sous sa houlette, « America is back ». Il doit démontrer à ses électeurs que l'oncle Sam est toujours respecté dans le monde. Il doit prouver qu'il est à même de rassembler tous ses alliés contre l'ogre Poutine. L'Ukraine est son grand oral de Président dans ses efforts de restaurer l'aura de l'Amérique dans le monde, après sa sortie manquée à Kaboul. Le prix à payer pour l'hégémonie américaine est une vanité sans borne qui passe par le soutien indéfectible au Pentagone et aux multinationales de l'armement.

En effet, la crise ukrainienne sert un objectif de politique intérieure. Confrontée à une inflation croissante, aux ravages du Covid et en particulier d'Omicron, à des reproches concernant le retrait de l'Afghanistan ainsi qu'à l'incapacité d'obtenir le soutien total de son propre parti pour la législation « Build Back Better », l'administration Biden titube sous des cotes d'approbation en baisse avec en ligne de mire les partielles législatives en novembre qui s'annoncent désastreuses pour les Démocrates. Puisqu'il semble improbable de remporter des victoires sur le plan intérieur, l'administration américaine et la Maison blanche en particulier cherchent à fabriquer une victoire en Ukraine en faisant valoir qu'ils ont tenu tête à Vladimir Poutine.

Les moyens mis en œuvre pour exécuter les tâches du logiciel

« Souvent les gens ne veulent pas voir, entendre et parler de vérité parce qu'ils ne veulent pas que leurs illusions soient détruites. »

Friedrich W. Nietzsche

L'armée

Après la Guerre froide, les États-Unis établissent peu à peu des garanties de sécurité à travers d'innombrables traités d'assistance militaire. C'est un « empire sur lequel le soleil ne se couche jamais », mais un empire informel ou post territorial, différent de tous ceux du passé dans la mesure où il repose non sur une occupation militaire ou une domination *de jure*, mais sur un ascendant *de facto*, résultat du différentiel de puissance entre eux et leurs alliés. La Pax americana est assurée par

les armes, l'argent et les services secrets ainsi que par le commerce et le dieu dollar, monnaie mondiale de réserve.

La puissance militaire américaine reste gigantesque et inégalée : quelque 800 bases militaires dans près de 80 pays dans le monde avec 300 000 militaires et 100 000 civils. S'ajoutent à cela les 80 000 forces spéciales (Special Operations Command) et une formidable US NAVY avec un budget annuel de 150 milliards de dollars sur un total de plus de 760 milliards l'an pour le Ministère de la Défense en 2022 (budget record en hausse perpétuelle).

L'on doit à la vérité de dire que les États-Unis ont su pendant longtemps rendre le poids de leur domination plus que supportable pour leurs protégés, les mettant à l'abri des menées soviétiques, assurant ainsi à leur hégémonie une forme de légitimité. Il n'y a pas de plus belle domination que celle qui est acceptée et consentie. On a même pu parler naïvement d'une « hégémonie bienveillante », mais les États-Unis sont assez exclusivement les amis des États-Unis.

La donne a toutefois complètement changé depuis la fin de la guerre froide avec les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak soit la guerre de Bush contre le terrorisme.

Le droit international et le « rules-based order »

L'historien bâlois Daniele Ganser, Directeur du « Swiss Institute For Peace and Energy Research », démontre dans son ouvrage *Les Guerres illégales de l'OTAN*, publié en 2017, que la plupart des guerres menées par l'OTAN sont illégales au regard du droit international et de la Charte des Nations Unies. Les pays de l'OTAN ont ainsi continuellement sapé l'autorité de la Charte.

Noam Chomsky, qui enseignait alors au fameux Massachusetts Institute of Technology, a écrit « qu'il y aurait des motifs sérieux pour inculper chaque Président des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale : ils ont tous été soit de véritables criminels de guerre, soit impliqués dans de graves crimes de guerre ».

Rappelons brièvement que selon la Charte des Nations Unies, seules deux exceptions permettent le recours à la force armée. D'une part le droit à l'autodéfense et d'autre part lorsqu'une action guerrière contre un pays est autorisée en cas de mandat préalable et explicite du Conseil de Sécurité. Un seul conflit s'est déroulé dans ce cadre : la première guerre du Golfe au Kuwait...

Il y a donc deux cadres de références différents : le droit international classique et la Charte des Nations Unies qui concernent tout le monde sauf les États-Unis d'une part et d'autre part, le « Rules-based order » si cher au Président Biden et à

Anthony Blinken qui s'y réfèrent sans cesse. Ce droit n'est rien d'autre que l'application au reste du monde de règles fixées par les seuls États-Unis et à leur seule convention. Toutefois, si le droit international paraît servir les intérêts des États-Unis, ces derniers ne se gênent pas d'y faire référence et de se placer sous sa protection.

L'OTAN

George Kennan, toujours d'une lucidité exemplaire, expliquait en 1997 : « l'élargissement de l'OTAN vers l'Est peut devenir l'erreur la plus fatale de la politique américaine depuis la guerre, car cet élargissement n'est en rien justifié. Cette décision de l'Occident va porter un préjudice au développement de la démocratie russe en rétablissant l'atmosphère de la guerre froide. Les Russes n'auront d'autre choix que d'interpréter l'expansion de l'OTAN comme une action militaire ».

En 1998, Kennan revient à la charge et dit dans un article de la célèbre revue *Foreign Affairs* consacré à l'élargissement de l'OTAN : « C'est une erreur tragique. Il n'y avait absolument aucune raison de le faire. Personne n'était menacé. Cette extension de l'OTAN ferait se retourner dans leur tombe les pères fondateurs de l'Amérique. L'extension va entraîner une réaction hostile de la part de la Russie et ceux qui ont décidé de l'extension vous diront qu'ils vous avaient bien dit que les Russes étaient ainsi ».

Appelé à témoigner en 1997 devant la commission aux Affaires étrangères du Sénat, l'Ambassadeur Jack Matlock, l'un des meilleurs connaisseurs des affaires soviétiques, affirmait : « la décision de l'OTAN de s'étendre à de nouveaux membres peut être qualifiée de plus profonde erreur stratégique depuis la fin de la guerre froide. Elle n'accroîtra pas la sécurité des États-Unis et de leurs alliés et encouragera au contraire une chaîne d'événements qui produira un jour la plus sérieuse menace pour l'OTAN depuis la chute de l'URSS ».

Mais garder l'OTAN sur un pied d'alerte est une bénédiction pour l'industrie américaine de l'armement considérée comme « *the beating heart of the dysfunctional US capitalism* » (Andrew Bacevich).

Les Américains ont donc pratiqué une politique expansionniste de l'OTAN après la chute de l'URSS et l'effondrement de son empire, depuis la présidence Clinton et malgré les promesses faites, puis ignorées, puis foulées au pied.

Le fameux « *not one inch eastward* » de James Baker à Gorbatchev en février 1990 est devenu le « *not one inch off-limits to NATO* » !

1989/1991 a été l'occasion pour le monde de garantir la paix globale, la vraie fin de l'histoire. La responsabilité des États-Unis pour l'avoir galvaudée est énorme. L'hubris et la mégalomanie tuèrent cet espoir. Le complexe militaro-industriel ne se perpétue que grâce à la guerre perpétuelle. Le « *war drum beating behaviour* » est vraiment la marque de fabrique des États-Unis toujours à la recherche de ce qu'ils appellent le « *full spectrum dominance of mankind, the planet and outerspace* ».

Ce qui est sûr, c'est que cette attitude de dureté sans compromis a obscurci d'un coup toutes les autres options pacifiques de partage de l'Europe et ne pouvait empêcher dès lors le retour d'un conflit avec la Russie sur le long terme. La façon dont l'expansion a été menée a considérablement réduit les chances d'une coopération avec la nouvelle Russie à la démocratie en si fragile gestation. La priorité exclusive a été accordée aux pays qui avaient été sous le joug de l'URSS. Washington n'en a accordé aucune à Moscou. C'est une erreur géopolitique monumentale. Baker et G. Kennan reconnaissent que la coopération naissante avec la Russie a été négligée. Une chose est sûre : l'élargissement a entraîné le déclin des relations entre les deux pays.

Le mensonge en tant que politique

Aujourd'hui, repérer la fausse monnaie de la vraie est devenu presque impossible. Parfois, c'est comme si le mensonge s'était mué en vérité ; il y a la vérité, des post-vérités, des vérités alternatives, des « *fake news* » et maintenant des « *deep fakes* »...

Au fil des années, depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont adopté une politique étrangère qui exagère systématiquement les dangers et les menaces en déployant force, mensonges et exagérations alarmistes quant à ses adversaires afin de manipuler son opinion publique.

De grands auteurs américains respectables et respectés l'ont écrit dans des livres extrêmement importants : Stephen Walt et John Mearsheimer dévoilent cette stratégie d'hégémonie militaire visant à propager envers et contre tout partout sur la planète la démocratie, les droits de l'homme et d'autres valeurs libérales mais qui dissimule en fait une logique exclusive d'intérêts matériels. Ceux du complexe militaro-industriel qui a annihilé la diplomatie des bonnes intentions et pratique le mensonge au quotidien.

Mearsheimer en particulier écrit :

« L'on a pu croire pendant longtemps à l'Ouest que les États-Unis allaient répandre la démocratie libérale à travers le monde, promouvoir une économie

internationale ouverte et créer des institutions internationales pour gérer cela. La politique consistant à refaire le monde de l'après-guerre à l'image de l'Amérique était supposée protéger les droits de l'homme, promouvoir la paix et faire du monde une place accueillante et sûre pour la démocratie. Mais il n'en est pas advenu ainsi. Au lieu de cela, les États-Unis sont devenus un État hautement militarisé, en guerre perpétuelle, menaçant la paix, compromettant les droits de l'homme et menaçant les valeurs libérales chez eux et à l'étranger... »

David Ray Griffin écrit que « l'Amérique, décrite comme la nation exceptionnelle, quasiment de droit divin, est un mythe, une fraude ». En un mot : un mensonge. Un autre auteur, Andrew Bacevich, parle quant à lui, de « tentatives de blanchiment dans l'argumentation américaine » !

Mike Pompeo a admis le 15 avril 2019 devant un parterre d'hommes d'affaires à l'Université A & A du Texas que la CIA entraînait ses employés à mentir, tricher et voler. Je le cite: « *When I was a cadet, what's the cadet motto at West Point? You will not lie, cheat or steal or tolerate those who do. I was the CIA Director. We lied, we cheated, we stole. We had entire training courses. It reminds you of the glory of the American experiment* ».

Les États-Unis ont abondamment discrédité leurs propres valeurs. Ils ont combattu avec acharnement leurs adversaires marxistes, communistes et maoïstes mais ils ont ensuite instrumentalisé avec cynisme les principes universels les plus nobles au service de leurs ambitions et de leur avidité, même si cela signifiait s'allier aux forces les plus rétrogrades, les plus obscurantistes.

Celui qui contrôle la narration domine le monde. Le récit dominant, même mensonger, efface la réalité et la nouvelle réalité devient la vérité. La protection du mécanisme de contrôle narratif est la priorité absolue des structures de pouvoir en place aux États-Unis, car c'est sur lui que reposent tous les autres mécanismes de contrôle.

La propagande en tant que vérité

« *La propagande est à la démocratie ce que la violence est à un État totalitaire.* »

Noam Chomsky

Edward L. Bernays est non seulement le neveu de Freud, mais surtout le créateur de l'industrie des relations publiques dans les années 1920 et donc le père du « *spin* », c'est-à-dire la manipulation des nouvelles, des médias, de l'opinion ainsi que

la pratique systématique et à large échelle de l'interprétation et de la présentation partisane des faits. C'est un phénomène d'une importance politique capitale qui a défini le siècle : le déploiement massif de la propagande par le gouvernement et les entreprises dans le but de maintenir leur pouvoir à l'abri de la démocratie. Bernays appelait les grands principes de la manipulation mentale de masse : la fabrique du consentement. La démocratie moderne implique donc une nouvelle forme de gouvernement invisible : la propagande.

Marshall McLuhan avait prévu que la politique aurait la propagande comme successeur. La propagande la plus crue est aujourd'hui la règle aux États-Unis et en Grande Bretagne. Elle est reprise sans filtre par l'ensemble des médias.

Les États-Unis glissent vers un abysse dystopique dont les dirigeants peuvent effectivement exercer une autorité totale et sans contraintes sur des citoyens sans libre-arbitre.

Conclusion

Ce que les Américains ne comprennent pas

Le logiciel est suranné et dangereux.

Il est suranné parce qu'il ne correspond plus à un monde unipolaire, aujourd'hui dépassé par le surgissement de la Chine et le retour de la Russie parmi les Puissances. Les États-Unis ne se sont pas encore rendus compte qu'ils avaient rendez-vous avec leur destin et devront faire face un jour à leurs erreurs.

Il est aussi dangereux : Georgy Arbatov, certainement l'un des meilleurs diplomates russes de la guerre froide, savait que cette dernière constituait un important, voire essentiel, principe organisateur de tout l'édifice américain politique, militaire, économique et sociétal. Conduire une guerre froide en se créant une Némésis soviétique, obstacle à surmonter absolument pour défendre « the American way of life », était une nécessité vitale pour la mise en place du pouvoir américain global. Le militarisme devenait essentiel au fonctionnement du capitalisme et à l'alimentation des budgets faramineux du Pentagone, moteur du tout puissant lobby militaro-industriel.

Avoir l'URSS puis la Russie comme ennemi fournissait et fournit aujourd'hui aux États-Unis le bon prétexte pour « défendre le monde libre » et rester le patron de l'Europe et de l'OTAN perpétuant leur position hégémonique.

La chute de l'URSS entraînait la chute du narratif américain. Gagner la Guerre froide fut ainsi une euphorie qui ne dura pas. Le Président H.W. Bush déclara un nouvel ordre mondial sous leadership américain.

C'est alors que les États-Unis s'embarquèrent dans des guerres non-stop sous divers prétextes allant de la défense des droits de l'homme, à la guerre contre les trafiquants de drogue, contre les armes de destruction massive, contre le terrorisme.

Actuellement, la réactivation en cours de la guerre froide est absolument essentielle, elle est d'une absolue nécessité. Sans la confrontation avec la Russie, les États-Unis se trouvent en danger de devoir faire face à leurs propres faillites internes, incontestablement dues à la présence d'un État national sécuritaire hyper militarisé et surtout dispendieux.

Le choix de la diabolisation de la Russie et de la Chine comme justification des agissements américains risquent de provoquer tôt ou tard une confrontation. C'est un signe indubitable de la dangerosité du logiciel américain. De plus, le comportement de l'Amérique fait que son pire cauchemar devient vrai : Moscou et Pékin n'auront jamais été si proches stratégiquement l'un de l'autre depuis le début des temps... L'ancien Premier ministre australien l'a souligné : « *China's explicitly pro-Russian position on European security is new and significant and quite a radical departure from the past* ».

Il est évident, dit Chas Freeman, que l'entente sino-russe est appelée à se développer sous la pression qu'exercent les États-Unis sur les deux pays. Rien n'arrivera en Ukraine et à Taïwan sans une coordination entre la Russie et la Chine. Il n'est pas sûr que les officiels américains réalisent la profondeur du changement dans les relations triangulaires entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Ce qui est évident est que les États-Unis sont les grands perdants. Le triangle n'est plus équilatéral : il y a deux côtés contre un seul.

Une considération est essentielle qui rend le logiciel caduc : la Chine est d'accord avec la Russie pour considérer que la sphère d'influence des États-Unis a besoin d'être redimensionnée à la baisse et les deux pays vont s'en charger. Le pacte d'amitié et d'alliance militaire entre la Chine et la Russie de février 2022 à Pékin est synonyme de réalignement de l'ordre mondial. Le jour de l'invasion de l'Ukraine, la Chine a dit « comprendre les préoccupations raisonnables de la Russie en matière de sécurité ». Le ministre chinois des Affaires étrangères dit avoir constaté que « la question ukrainienne relevait d'une histoire particulière et compliquée ».

Comment éviter le pire ?

J. William Fullbright écrit dans *The Arrogance of Power* paru en 1966 :

« Seule une nation en paix avec elle-même, avec ses erreurs comme avec ses succès, est capable de comprendre les autres avec générosité... Une nation puissante mais manquant de confiance en elle, a toutes les chances de se conduire envers les autres et envers elle-même de façon dangereuse... Elle ne peut reconnaître aucune erreur, elle doit avoir gain de cause dans toute querelle, si triviale soit-elle... Graduellement, mais indiscutablement, l'Amérique montre les signes de cette arrogance du pouvoir, dont ont souffert, dans le passé, de grandes nations, qui les a affaiblies et parfois détruites. Dans ces conditions, nous ne sommes plus à la hauteur de nos possibilités et de nos promesses en tant qu'exemple de civilisation donné au monde. »

L'hégémonie mondiale américaine, dit Robert W. Merry, ne fonctionnera plus : *« L'exceptionnalisme américain est une vanité nationale ridiculisée par les événements. Nos idéaux sont bons pour nous et valent la peine de se battre pour eux mais ils ne sont pas universels et ne devraient pas être imposés à d'autres peuples dans d'autres pays ».*

Pour que cela puisse bien se dérouler, les États-Unis devront mettre de l'ordre dans leur propre maison (réduire leur dette abyssale, reconstruire leurs infrastructures, améliorer le secteur éducatif, investir davantage dans la protection sociale, adopter un système permettant de gérer l'immigration, réduire les dysfonctionnements politiques). Les divisions actuelles de la société américaine, ses problèmes domestiques, l'empêchent de promouvoir la paix ailleurs dans le monde et laisse le champ libre au fameux complexe militaro-industriel et à ses affaires florissantes.

Écoutons enfin John. F. Kennedy dans son fameux discours du 10 juin 1963 à l'American University de Washington, l'une des raisons sans doute qui ont mené à son assassinat :

« What kind of peace do I mean? What kind of peace do we seek? Not a Pax Americana enforced on the world by American weapons of war... I am talking about genuine peace, the kind of peace that makes life on earth worth living, the kind that enables men and nations to grow and to hope and to build a better life for their children--not merely peace for Americans but peace for all men and women--not merely peace in our time but peace for all time. I speak of peace, therefore, as the necessary rational end of rational men. »

Pour cela, un changement complet de logiciel serait nécessaire : les États-Unis n'en prennent pas le chemin. JFK n'a jamais eu de successeurs et le seul principe fondamental auquel adhèrent les États-Unis dans les relations internationales contemporaines n'est pas le droit international mais simplement ce qui leur convient, soit des principes à la carte selon le menu du jour. Tout dépend de « *who is doing what to whom* ». ■

Bibliographie

- Graham Allison, *Destined for War. Can America and China escape Thucydides' Trap*, HMH, New York, 364 p., 2017.
- Edward Bernays, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Zones, 2007. 143 p. L'original a été publié aux États-Unis en 1928.
- Pascal Boniface, *Les Relations Internationales de 1945 à nos jours*, Eyrolles, 237 p., 2017.
- Pascal Boniface, *Requiem pour le Monde Occidental*, Éditions Eyrolles, 156 p., 2019.
- Stephen F Cohen, *War with Russia? From Putin & Ukraine to Trump & Russiagate*, Hot Books, 2019, 240 p.
- Jane Burbank et Frederick Cooper, *Empires, de la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot, 2010.
- Jared Diamond, *Upheaval, Turning Points for Nations in Peril*, Little Brown, New York, 502 p., 2019.
- Ronan Farrow, *War on Peace, The End of Diplomacy and the Decline of American Influence*, W.W. Norton, New York, 392 p., 2018.
- Peter Frankopan, *Les Routes de la Soie*, Éditions Nevicata, 733 p., 2018.
- Francis Fukuyama, *Identity. The Demand for Dignity and the Politics of Resentment*, Farrar, Straus and Giroux, New York, 218 p., 2018.
- David Ray Griffin, *The American Trajectory, Divine or Demonic*, Clarity Press, Atlanta, 409 p., 2018.
- Gueniffey et Thierry Lenz (dir.), *La Fin des Empires*, Perrin, Paris, 474 p., 2016.
- Samuel P. Huntington, *Le Choc des Civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.
- Joseph Josse, *The Myth of American Decline*, Liveright, 2013.
- John B. Judis, *The Chosen Nation: The Influence of Religion on U.S. Foreign Policy*, Carnegie Endowment for international peace, March 2005.
- Robert Kagan, *L'Ordre Mondial Américain. Les conséquences d'un Déclin*, IDM, 2012.
- Robert D. Kaplan, *The Return of Marco Polo's World, War, Strategy and American Interests in the Twenty-First Century*, Random house, New York, 280 p., 2018.
- Anatol Lieven, *America right or wrong*, 2004 et 2005 (trad. *Le nouveau nationalisme américain*, Jean-Claude Lattès).

- Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances, transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris, Payot, 2004 (1988 aux États-Unis).
- Amin Maalouf, *Le naufrage des civilisations*, Essai, Grasset, Paris, 335 p., 2019.
- Michael Mandelbaum, *The Rise and Fall of Peace on Earth*, Oxford University Press, New York, 218 p., 2019.
- Gabriel Martinez-Gros, *Brève histoire des empires, comment ils surgissent, comment ils s'effondrent*, Paris, Seuil, 2014. (L'œuvre d'Ibn Khaldûn comme grille de lecture permettant de rendre compte des particularités structurelles, voire de l'histoire de la plupart des empires).
- Jack F. Jr Matlock, *Super-Power Illusions. How Myths and False Ideologies Led America Astray – and How to Return to Reality*, Yale University Press, 2011, 344 p.
- Jack F. Jr Matlock, *Reagan and Gorbachev. How the Cold War Ended*, Random House, 2004, 400 p.
- John J. Mearsheimer, *The Great Delusion, Liberal Dreams and International Realities*, Yale University Press, New Haven, 313 p., 2018.
- Montesquieu, *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, 1734.
- Joseph Nye, *Is the American Century Over*, Polity Press, 2015.
- William R. Polk, *Crusade and Jihad, The Thousand-Year War between the Muslim World and the Global North*, Yale University Press, New Haven, 632 p., 2018.
- Mary E. Sarotte, *Not One Inch: America, Russia and The Making of The Post-Cold War Stalemate*, Yale University Press, 2021, 568 p.
- Ben Shapiro, *The Right Side of History, How Reason and moral made the West Great*, broadside Books, New York, 256 p., 2019.
- Ian Tyrrell, *American Exceptionalism. A New History of an Old Idea*, University of Chicago Press, 2022, 288 p.
- Ian Tyrrell, *Reforming the World. The Creation of America's Moral Empire*, Princeton University Press, 2010, 336 p.
- Ian Tyrrell, *Transnational Nation. United States History in Global Perspective since 1798*, Palgrave Macmillan, 2007, 280 p.
- Stephen M. Walt, *The Hell of Good Intentions, America's Foreign Policy Elite and the Decline of U.S. Primacy*, Farrar, Straus and Giroux, New York, 385 p., 2018.
- Tim Weiner, *The Folly and The Glory. America, Russia and Political Warfare. 1945-2020*, Henry Holt and Co, 2020, 336 p.
- Odd Arne Westad, *Histoire mondiale de la Guerre Froide, 1890-1991*, Perrin, 712 p.
- Stephen Wertheim, *Tomorrow, the World: The Birth of US Global Supremacy*, Harvard University Press, 2020, 272 p.
- Fareed Zakaria, *The Post-American World*, Norton, New York, 292 p., 2008.